

missions locales **Chiffres
d'activité
2009**



Conseil national des missions locales

Sommaire

Sommaire	2
Index des tableaux	3
Présentation	4
1. L'essentiel du réseau des missions locales en 2009	6
2. L'activité d'insertion professionnelle des jeunes	7
2.1 Les jeunes en premier accueil	7
2.2 L'accompagnement des jeunes	8
2.3 Les caractéristiques des jeunes	11
2.4 L'insertion professionnelle	13
3. L'offre de service des missions locales	15
3.1 Partenariat avec l'Education nationale	15
3.2 Actions pour favoriser la mobilité géographique.....	16
3.3 Actions de parrainage	16
3.4 Actions pour favoriser l'accès au logement	18
3.5 Actions pour favoriser l'accès aux soins.....	18
3.6 Actions pour l'insertion les jeunes placés sous main de justice	19
3.7 Aide à la création d'entreprise	19
3.8 Partenariat avec la Défense nationale.....	20
3.9 Actions pour favoriser l'accès à l'alternance et la formation professionnelle	20
3.10 Partenariat avec les opérateurs économiques	21
3.11 Partenariat renforcé avec Pôle emploi.....	23
3.12 Projets européens ou internationaux	25
3.12 Projets européens ou internationaux	26
4. Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS).....	28
5. L'organisation territoriale	29
6. Les ressources humaines	31
6.1 Evolution des effectifs et taille des structures.....	31
6.2 Temps de travail, contrats et métiers.....	32
7. Les financements	36

Index des tableaux

Tableau 1 : Evolution de l'accueil des jeunes de 2004 à 2009	7
Tableau 2 : Nombre de jeunes en premier accueil en 2009 et part des mineurs	7
Tableau 3 : Nombre d'entretiens individuels dans les 12 mois par niveau de qualification (en %)	8
Tableau 4 : Jeunes en demande d'insertion (JDI) en décembre 2008 et décembre 2009	9
Tableau 5 : Caractéristiques des jeunes en premier accueil en 2009 selon le sexe (en %)	11
Tableau 6: Caractéristiques des jeunes, diplômés ou non, en premier accueil en 2009 (en %)	12
Tableau 7 : Contrats de travail signés par les jeunes accompagnés en entretien individuel	13
Tableau 8 : Insertion professionnelle des jeunes en premier accueil dans les six mois.....	13
Tableau 9 : Accès à l'emploi et à la formation dans les six mois par région.....	14
Tableau 10 : Partenariat entre les missions locales et les structures de l'Education nationale.....	15
Tableau 11 : Types de partenariat avec les structures de l'Education nationale.....	15
Tableau 12 : Aides à la mobilité proposées par les missions locales et PAIO	16
Tableau 13 : Structures utilisatrices et animatrices de parrainage de jeunes par région	16
Tableau 14 : Nombre de parrains et de jeunes parrainés par région	17
Tableau 15 : Services d'aide au logement et partenariat.....	18
Tableau 16 : Services d'hébergement d'urgence proposés par les missions locales	18
Tableau 17 : Service de rencontre d'un psychologue proposé par la mission locale	18
Tableau 18 : Financeurs du service de rencontre d'un psychologue proposé par la mission locale....	18
Tableau 19 : Partenariat avec le ministère de la justice.....	19
Tableau 20 : Services d'aide à la création d'entreprise	19
Tableau 21 : Partenariat avec les organismes d'aide à la création d'entreprise.....	19
Tableau 22 : Relations opérationnelles ou conventions avec la Défense Nationale	20
Tableau 23 : Partenariat avec les opérateurs de l'alternance et de la formation.....	20
Tableau 24 : Déclinaison des accords nationaux entre le CNML et les opérateurs économiques.....	21
Tableau 25 : Types d'actions mises en place avec les opérateurs économiques	22
Tableau 26 : Convention locales et types d'actions de partenariat avec Pôle emploi	23
Tableau 27 : Répartition régionale des postes Pôle emploi mis à disposition	24
Tableau 28 : Réalisation des objectifs de cotraitance et financement en 2009.....	25
Tableau 29 : Participation à des projets européens ou internationaux	26
Tableau 30 : Programmes européens ou internationaux mobilisés	27
Tableau 31 : Objectifs des actions européennes ou internationales	27
Tableau 32 : Les entrées et sorties du CIVIS par région en 2009	28
Tableau 33 : Composition du réseau (ML et PAIO) et statut	29
Tableau 34 : Statut des missions locales et des PAIO par région au 31-12-2009.....	29
Tableau 35 : maillage territorial des missions locales.....	30
Tableau 36 : Effectif par type de structure	31
Tableau 37 : Evolution de l'effectif total de 2004 à 2008 (en %).....	31
Tableau 38 : Répartition des structures par taille en équivalent temps plein (ETP) en %.....	31
Tableau 39 : Temps de travail par type de structure (en %).....	32
Tableau 40 : Type de contrat par type de structure (en %).....	32
Tableau 41 : Les métiers dans les missions locales et les PAIO (en %)	32
Tableau 42 : Répartition régionale des effectifs	33
Tableau 43 : Répartition régionale des effectifs moyens	34
Tableau 44 : Répartition des effectifs en équivalent temps plein par métier	35
Tableau 45 : Répartition des financements par type d'activité (en millions d'euros)	36
Tableau 46 : Répartition des financeurs pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés (en %)	36
Tableau 47 : Répartition des financeurs de l'activité principale (en millions d'euros)	36
Tableau 48 : Répartition des financeurs en activité principale (en %)	37
Tableau 49 : Répartition des financeurs en activité spécifique (en %)	37
Tableau 50 : répartition du financement de l'activité principale par type de financeurs publics	38
Tableau 51 : Financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés	39
Tableau 52 : Financement de l'activité principale par type de collectivité territoriale	40
Tableau 53 : Activités principales et spécifiques, répartition par financeurs publics	41
Tableau 54 : Répartition des fonds gérés	42

Présentation

Ce rapport annuel traduit de manière très concrète la volonté du Conseil et du secrétariat général, de rendre lisible, auprès de l'ensemble des financeurs, les multiples facettes de l'activité de ce grand service public de l'insertion des jeunes

Deux systèmes d'informations pour le bilan d'activité : Parcours 3 et ICARE

Cette dixième édition du bilan d'activité des missions locales est présentée sous forme de chiffres que nous souhaitons exhaustifs, en fonction des possibilités offertes par nos deux systèmes d'information : Parcours 3 et ICARE.

Parcours 3 est le système d'information jeunes. Il est basé sur les actes professionnels des conseillers et leur travail quotidien, il permet, depuis 2003, de gérer les dossiers et les parcours d'insertion du million de jeunes accueillis chaque année. C'est un outil de pilotage de l'activité des missions locales à tous les niveaux, depuis le tableau de bord du conseiller jusqu'au suivi national du programme CIVIS.

Les remontées d'information au niveau régional et national permettent d'agréger l'activité du réseau sur une période annuelle. Ce travail est réalisé avec les moyens techniques et l'expertise du département formation professionnelle et insertion professionnelle des jeunes de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES).

ICARE (information collectée sur l'activité du réseau) est le système d'information structures. Il permet de recueillir des informations annuelles sur l'identité, les ressources humaines et les finances de chaque mission locale. Il intègre aussi chaque année une partie questionnaire pour faire état de la diversité des l'offre de services du réseau.

ICARE est aussi un système d'information en ligne qui est renseigné par chaque directeur ou directrice de mission locale. Les informations sont validées par les services déconcentrés du ministère puis font l'objet d'une exploitation nationale par le secrétariat général du CNML.

1,2 million de jeunes accompagnés

En 2009 les 11 050 professionnels de ce réseau de 472 missions locales et PAIO, ont accompagné 1,2 million de jeunes.

Un record historique de prise en charge des jeunes

Avec 1 268 000 jeunes en contact, 1 098 000 jeunes reçus en entretien et 515 000 jeunes en premier accueil, le niveau de prise en charge des jeunes de 16 à 25 ans par le réseau atteint un record historique. Cet accompagnement accru se traduit aussi par une augmentation du nombre de jeunes demandeurs d'insertion en fin d'année : 697 000 en décembre 2009 contre 639 000 en décembre 2007.

Selon les caractéristiques des jeunes en premier accueil, le profil majoritaire des jeunes qui se présentent pour la première fois en mission locale est de 18 à 21 ans (54%), de niveau Vbis à V (55%), de nationalité française (94%), célibataire (89%), hébergé chez les parents (56%), habitant hors zone urbaine sensible ou zone de redynamisation rurale (77%) et ne possédant aucun moyen de locomotion individuel motorisé (61%).

543 000 contrats de travail signés en 2009 par les jeunes reçus en entretien individuel

Dans un contexte économique difficile, les jeunes reçus en entretien individuel ont signé 543 000 contrats de travail en 2009 contre 564 000 en 2008. La baisse des contrat de travail "classiques" (-4%) a été en partie amortie par une augmentation importante (+59%) des contrat aidés dans le cadre du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes.

Une offre de service et des partenariats diversifiés

Pour exercer leur cœur de métier et développer l'offre d'insertion des jeunes sur leur territoire, les missions locales entretiennent de nombreux partenariats avec des institutions très diverses telles que les structures de l'éducation nationale, du ministère de la justice, du monde de la défense, de l'AFPA ou des chambres consulaires.

De nombreux services sont mis en œuvre pour l'accès à l'autonomie: aides -notamment financières- à la mobilité ; aides à l'hébergement d'urgence ou au logement, très souvent avec les FJT ou les autres acteurs du logement social ; rencontres avec un psychologue.

Pour permettre l'accès à un emploi, l'accompagnement à la création d'entreprise est très souvent proposé avec un partenaire spécialisé, de même le parrainage est très souvent mis en œuvre, près de 16 500 jeunes ont bénéficié de ce dispositif en 2009.

Des actions de placement avec les opérateurs économiques nationaux

La grande majorité des missions locales sont impliquées dans des actions avec les grands opérateurs économiques partenaires du CNML, 261 pour des opérations de recrutement, 153 pour des rencontres professionnelles ou des informations métiers et 67 pour des réseaux de parrainage.

Co-traitance avec Pôle emploi : 143% de l'objectif réalisé

Le partenariat renforcé avec Pôle emploi constitue une offre de service essentielle des missions locales. 225 237 jeunes demandeurs d'emploi ont été accompagnés par les missions dans le cadre du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE), dont 185 394 dans le cadre conventionnel soit 143% de l'objectif réalisé. 403 missions locales et PAIO étaient signataires de conventions avec les agences locales pour l'emploi et 394 ont mené des actions de partenariat local pour l'accès aux offres d'emploi et aux contrats aidés, pour l'orientation vers les plates-formes de vocation ou la mise en œuvre des politiques prioritaires de l'emploi.

Pour favoriser la mobilité des jeunes et l'acquisition d'une expérience professionnelle à l'étranger, 121 missions locales sont présentes dans les projets européens ou internationaux dans les programmes Equal, Grundtvig, Leonardo et Jeunesse.

CIVIS : 42% des jeunes sortis en 2009 en emploi ou formation

En 2009, 187 773 jeunes sont entrés en CIVIS dont 93 414 en CIVIS renforcé. 201 092 jeunes sont sortis du dispositif dont 55 910 pour accéder à un emploi durable, 14 009 à un emploi de moins de six mois et 15 366 à une formation. 42% de jeunes sortis du CIVIS en 2009 ont pu accéder à un emploi ou une formation.

Au total, au 31 décembre 2009, 663 587 jeunes avaient signé un CIVIS depuis le début du dispositif en avril 2005. Parmi eux, 397 114 jeunes étaient sortis du dispositif dont 158 197 vers l'emploi durable.

5130 lieux d'accueil pour les jeunes sur l'ensemble du territoire national

Fin décembre le réseau était constitué de 472 structures, soit 433 missions locales et 39 PAIO. L'aménagement du réseau se poursuit avec la fusion ou l'absorption de 16 PAIO en 2009. Le maillage territorial reste conséquent avec 1194 antennes et 3464 relais et permanences répartis sur l'ensemble du territoire national. En moyenne une mission locale couvre un territoire de 78 communes.

73% des 11 050 professionnels exercent des métiers d'insertion

11 050 professionnels travaillent dans le réseau, 10 277 salariés et 773 personnels mis à disposition (362 MAD pôle emploi). L'effectif total du réseau est en augmentation de 1% par rapport à l'année précédente. La majorité (56%) des structures est composée d'une équipe de 10 à 30 personnes en équivalent temps plein. 88% des salariés sont en CDI et 73% des professionnels du réseau exercent un métier directement lié à l'insertion sociale et professionnelle.

Coût pour la collectivité nationale : 409 euros par jeune accompagné

Le réseau a bénéficié de 490,8 millions d'euros de financement, en quasi totalité public, 421,4 millions pour l'activité principale, 59,1 millions pour les activités spécifiques et 10,3 millions de fonds gérés pour le compte d'autrui. Avec 38% du financement du réseau apporté par l'état et 47% par les collectivités locales, le coût pour la collectivité nationale est de 409 euros par jeune accompagné.

1. L'essentiel du réseau des missions locales en 2009

> Le réseau au 31 décembre 2009 : 472 structures

- 433 missions locales
- 39 PAIO
- 11 050 professionnels

> 1,2 million de jeunes accompagnés

- 515 000 jeunes en premier accueil
- 1,268 million de jeunes en contact
- 1,098 million de jeunes reçus en entretien
- 3,9 millions d'entretiens individuels assurés par les conseillers

> 543 000 contrats de travail signés par les jeunes accompagnés

- 435 000 « emplois classiques »
- 108 000 emplois aidés dont 42 000 contrats en alternance
- 241 000 entrées en formation

> 187 773 jeunes entrés en CIVIS, 42% des jeunes sortis en emploi ou formation

- Jeunes sortis : 201 092
- Dont emploi durable: 55 910 (28% des sorties)
- Dont emploi de moins de six mois: 14 009 (7% des sorties)
- Dont formation: 15 336 (8% des sorties)

> Le financement : 409 euros par jeune accompagné

491 millions d'euros de financement public dont :

- 421 (86%) pour l'activité principale
- 59 (12 %) pour les activités spécifiques
- 10 (2%) de Fonds gérés

> Les financeurs : 38% Etat, 47% collectivités

Répartition pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés :

- Etat : 38,3%
- Régions : 18,8%
- Départements : 5,2%
- Communes et EPCI : 23%
- FSE : 7,4%
- Autres organismes publics et privés : 7,2%

2. L'activité d'insertion professionnelle des jeunes

2.1 Les jeunes en premier accueil

Tableau 1 : Evolution de l'accueil des jeunes de 2004 à 2009

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Jeunes en contact avec le réseau	1 089 000	1 146 000	1 214 000	1 130 000	1 213 000	1 268 000
<i>dont jeunes reçus en entretien</i>	<i>913 000</i>	<i>958 000</i>	<i>1 018 000</i>	<i>1 005 000</i>	<i>1 021 000</i>	<i>1 098 000</i>
Jeunes accueillis pour la première fois	443 000	449 000	477 000	452 000	467 000	515 000
<i>dont femmes (en %)</i>	<i>51</i>	<i>52</i>	<i>53</i>	<i>54</i>	<i>52</i>	<i>50</i>
<i>dont mineurs (en %)</i>	<i>16</i>	<i>16</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>15</i>

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2010, traitement Dares), France entière.

Champ : Jeunes en contact avec le réseau (entretien individuel, information collective, atelier ou visite...) et jeunes accueillis pour la première fois par le réseau (reçus pour la première fois en entretien individuel par un conseiller) dans l'année.

Tableau 2 : Nombre de jeunes en premier accueil en 2009 et part des mineurs

Région	Nombre de jeunes en premier accueil	Part des mineurs en %
Alsace	10671	17,1
Aquitaine	25381	14,9
Auvergne	9960	16,2
Basse-Normandie	10187	14,6
Bourgogne	13277	14,2
Bretagne	22309	10,6
Centre	18365	17,0
Champagne-Ardenne	11463	14,2
Corse	1997	17,6
Franche-Comté	8266	16,3
Guadeloupe	4073	13,0
Guyane	1840	9,8
Haute-Normandie	15549	14,9
Ile-de-France	89787	11,9
La Réunion	10376	18,0
Languedoc-Roussillon	27023	16,5
Limousin	5273	13,1
Lorraine	15871	14,0
Martinique	3480	11,6
Midi-Pyrénées	19245	14,6
Nord-Pas-de-Calais	38441	15,7
Pays de la Loire	26506	13,9
Picardie	17830	15,9
Poitou-Charentes	13459	14,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	44324	19,0
Rhône-Alpes	50507	14,6
Total	515 146	14,7

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2010, traitement Dares), France entière.

Champ : Jeunes accueillis pour la première fois dans le réseau des missions locales et PAIO en 2009.

Définitions

Jeunes en contact : les jeunes ont été en relation, au moins une fois dans l'année, avec une mission locale ou une PAIO, éventuellement par l'intermédiaire d'un tiers, et ce par quelque moyen que ce soit : entretien individuel, atelier, information collective, téléphone, lettre, intermédiation...

Jeunes reçus en entretien : les jeunes ont bénéficié, durant l'année, d'au moins un entretien individuel, ou participé à un atelier ou une information collective.

Jeunes accueillis pour la première fois, reçus en premier accueil ou en premier accueil : les jeunes ont bénéficié pour la première fois, au cours de l'année, d'un entretien individuel avec un conseiller du réseau des missions locales et PAIO.

2.2 L'accompagnement des jeunes

Tableau 3 : Nombre d'entretiens individuels dans les 12 mois par niveau de qualification (en %)

Nombre d'entretiens individuels dans les 12 mois	Au moins Bac+2 (niveaux III, II ou I)	Baccalauréat 2 ^{nde} , 1 ^{ère} (niveau IV)	CAP ou BEP (niveau V)	Sans qualification (niveaux VI et V bis)	Ensemble
1	36	27	24	22	25
2	23	19	17	17	18
3	13	13	13	13	13
4	9	10	10	10	10
5	5	7	8	8	7
6 à 9	10	16	18	19	17
10 et plus	4	8	10	11	10
	100	100	100	100	100

Lecture : 23 % des jeunes de niveau I, II ou III reçus en premier accueil ont bénéficié de deux entretiens individuels dans l'année qui a suivi leur premier accueil.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2010, traitement Dares). France entière.

Champ : Jeunes accueillis pour la première fois par le réseau des ML/PAIO entre le 1er janvier 2009 et le 30 juin 2009.

Les jeunes en demande d'insertion

L'indicateur jeunes en demande d'insertion (JDI) dénombre les jeunes ayant bénéficié d'au moins un entretien au sein du réseau des missions locales et PAIO, au cours des cinq derniers mois, qu'il s'agisse d'un entretien individuel, d'une information collective ou d'un atelier.

L'indicateur JDI du mois de décembre 2009 mesure ainsi le nombre de jeunes ayant eu au moins un entretien individuel, une information collective ou un atelier entre le 01 août 2009 et le 31 décembre 2009 inclus.

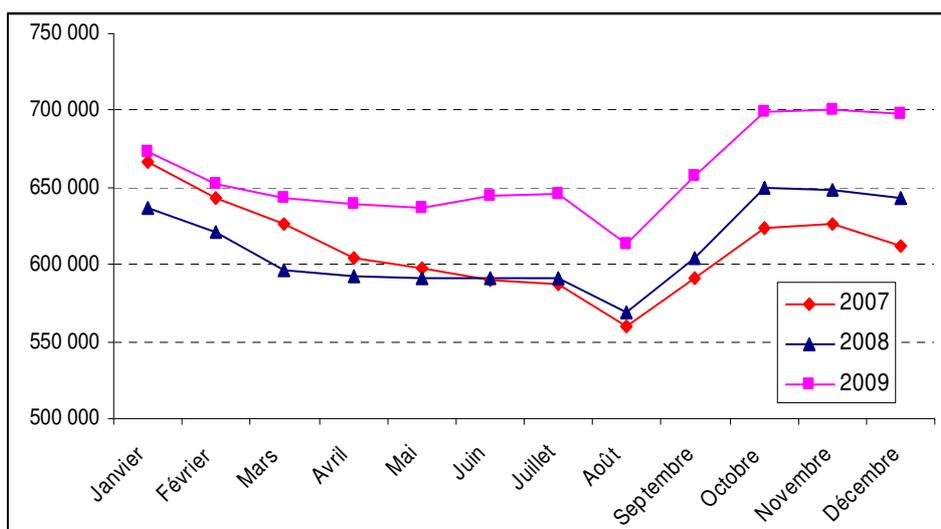
L'indicateur JDI est calculé, par la DARES, à partir de l'entrepôt national de données issu de Parcours 3

Tableau 4 : Jeunes en demande d'insertion (JDI) en décembre 2008 et décembre 2009

Région	JDI 12-2008	JDI 12-2009
Alsace	13 362	14 517
Aquitaine	30 063	32 826
Auvergne	12 840	13 499
Basse-Normandie	12 937	14 437
Bourgogne	16 905	18 743
Bretagne	26 205	28 900
Centre	22 186	25 264
Champagne-Ardenne	16 649	17 853
Corse	2 137	2 462
Franche-Comté	10 292	11 088
Guadeloupe	6 073	6 460
Guyane	2 812	3 175
Haute-Normandie	19 939	21 939
Ile-de-France	98 366	109 403
La Réunion	16 964	17 579
Languedoc-Roussillon	32 635	34 932
Limousin	7 541	8 160
Lorraine	19 521	21 891
Martinique	7 509	7 411
Midi-Pyrénées	21 384	24 538
Nord-Pas-de-Calais	57 979	61 332
Pays de la Loire	29 349	32 602
Picardie	25 051	25 846
Poitou-Charentes	16 609	18 151
Provence-Alpes-Côte d'Azur	55 635	60 502
Rhône-Alpes	57 978	63 782
Total	638 921	697 292

Source : Parcours 3 (données de décembre 2008 et décembre 2009, traitement Dares).

Grphe 1 : Evolution mensuelle de l'indicateur JDI



Les niveaux de formation

- Niveau I et II : diplômés des premier et deuxième cycles de l'enseignement supérieur (licence universitaire ou davantage), d'une école de commerce ou d'ingénieur.
 - Niveau III : diplômés d'une formation de niveau bac +2 : premier cycle de l'enseignement supérieur (DEUG, BTS...), de formations du secteur de la santé, paramédical, social.
 - Niveau IV : sorties de terminale ou d'un niveau équivalent avec ou sans baccalauréat, de l'enseignement supérieur sans diplôme, de classes préparatoires sans avoir réussi à intégrer une école de commerce ou d'ingénieur.
 - Niveau V : sorties à l'issue de la dernière année de CAP ou BEP (avec ou sans diplôme) ou d'une classe de seconde ou de première.
 - Niveau V bis : sorties du système éducatif avant la dernière année de CAP ou de BEP, après une classe de troisième générale ou une classe de quatrième ou de troisième d'enseignement non général.
 - Niveau VI : sorties du système éducatif avant une classe de troisième générale ou avant une classe de quatrième non générale.
- Les jeunes dits « sans qualification » sont les jeunes de niveaux VI ou V bis. Les jeunes dits « peu ou pas qualifiés » sont les jeunes de niveau VI, V bis ou V sans diplôme. Les jeunes dits « peu ou pas diplômés » sont les jeunes de niveau VI, V bis ou V.

2.3 Les caractéristiques des jeunes

Tableau 5 : Caractéristiques des jeunes en premier accueil en 2009 selon le sexe (en %)

	Hommes	Femmes	Ensemble
Age au premier accueil			
16 ou 17 ans	17 (20)*	13 (14)	15 (17)
18 à 21 ans	53 (52)	55 (55)	54 (54)
22 à 25 ans	30 (28)	32 (30)	31 (29)
Niveau de formation initiale			
Au moins bac+2 (Niveau III, II ou I)	6 (5)	10 (8)	8 (7)
Baccalauréat (Niveau IV avec diplôme)	17 (15)	27 (22)	22 (18)
Niveau baccalauréat sans diplôme (Niveau IV sans diplôme)	8 (9)	8 (13)	8 (11)
CAP-BEP (Niveau V avec diplôme)	24 (20)	22 (20)	23 (20)
Niveau CAP-BEP sans diplôme, sortie de 2 ^{de} ou 1 ^{re} (niveau V sans diplôme)	16 (16)	12 (14)	14 (16)
Première année CAP-BEP, sortie de 3 ^e (niveau V bis)	21 (24)	15 (17)	18 (20)
Sortie avant la 3 ^e générale (niveau VI)	8 (9)	6 (6)	7 (7)
Type d'Hébergement			
Chez les parents	61	51	56
Chez un autre membre de la famille	11	9	10
Logement autonome	15	29	23
Chez des amis	5	5	5
En foyer, en centre d'hébergement et de réinsertion sociale, en hôtel	3	3	3
Sans hébergement, en hébergement nomade, autres	3	3	3
Situation Familiale			
Célibataire	93	84	89
Marié, Pacsé, vie maritale	6	15	10
Séparé, divorcé, veuf	1	1	1
Enfants			
Au moins un enfant à charge	4	11	8
Nationalité			
Française	95	93	94
Etrangère, Union européenne	1	1	1
Etrangère, hors Union européenne	4	6	5
Zone d'habitation			
Zone urbaine sensible (ZUS)	17	16	16
Zone de redynamisation rurale (ZRR)	7	7	7
Hors ZUS ou ZRR	76	77	77
Mobilité			
Automobile personnelle	32	32	32
Motocyclette, mobylette ou scooter	11	3	7
Permis B	39	38	39

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2010, traitement Dares), France entière.

Champ : jeunes accueillis pour la première fois par le réseau des missions locales et PAIO en 2009.

* Données 2008 entre parenthèses.

Tableau 6: Caractéristiques des jeunes, diplômés ou non, en premier accueil en 2009 (en %)

	Peu ou pas qualifiés : sortis de scolarité sans CAP-BEP ou avant la terminale : 39 %	Diplôme CAP-BEP ou niveau bac ou plus : 61 %	Ensemble
Sexe			
Homme	58 (56)*	45 (41)	50 (48)
Femme	42 (44)	55 (59)	50 (52)
Age au premier accueil			
16 ou 17 ans	31 (34)	4 (4)	15 (17)
18 à 21 ans	46 (45)	60 (60)	54 (54)
22 à 25 ans	23 (21)	36 (36)	31 (29)
Type d'Hébergement			
Chez les parents	54	56	55
Chez un autre membre de la famille	12	10	11
Logement autonome	18	25	22
Chez des amis	6	4	5
En foyer, en centre d'hébergement et de réinsertion sociale, en hôtel	6	3	4
Sans hébergement, en hébergement nomade, autres	4	2	3
Situation Familiale			
Célibataire	89	88	88
Marié, Pacsé, vie maritale	10	11	11
Séparé, divorcé, veuf	1	1	1
Enfants			
Au moins un enfant à charge	10	6	8
Nationalité			
Française	90	96	93
Etrangère, Union européenne	2	1	1
Etrangère, hors Union européenne	8	3	6
Zone d'habitation			
Zone urbaine sensible (ZUS)	20	13	16
Zone de redynamisation rurale (ZRR)	6	7	6
Hors ZUS et ZRR	74	80	78
Mobilité			
Automobile personnelle	13	45	32
Motocyclette, mobyette ou scooter	11	5	7
Permis B	17	53	39

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2010, traitement Dares), France entière.

Champ : jeunes accueillis pour la première fois par le réseau des missions locales et PAIO en 2009.

* Données 2008 entre parenthèses.

2.4 L'insertion professionnelle

Tableau 7 : Contrats de travail signés par les jeunes accompagnés en entretien individuel

Types de contrats de travail signés	Part en 2008	Part en 2009	Nombre de contrats en 2008	Nombre de contrats en 2009
Emplois classiques	85	80,1	479 000	435 000
CDD	37,2	37,4	210 000	203 000
intérim	22,9	19	129 000	103 000
CDI	14,1	12,5	80 000	68 000
contrat saisonnier	9,8	10,3	55 000	56 000
autres contrats	1	1	5 000	5 000
Emplois aidés	15	19,9	85 000	108 000
secteur non marchand	5,1	8,3	28 500	45 000
apprentissage	4,5	5	25 500	27 000
autres contrats en alternance	3,3	2,8	18 000	15 000
autres contrats aidés	2,1	3,8	13 000	21 000
Ensemble	100	100	564000	543 000

Lecture : 19,9 % des contrats de travail signés en 2009 sont des emplois aidés et 8,3 % sont des emplois aidés du secteur non marchand.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2010, traitement Dares), France entière.

Champ : Ensemble des contrats signés en 2008 et 2009 par les jeunes reçus en entretien individuel dans le réseau des missions locales et PAIO.

Tableau 8 : Insertion professionnelle des jeunes en premier accueil dans les six mois

	2006	2007	2008	2009
Jeunes en premier accueil	477 000	452 000	467 000	515 000
Jeunes ayant accédé à toute forme d'emploi dans les six mois (en %)	25,0	26,0	25,4	23,2
Jeunes ayant accédé à un emploi classique dans les six mois (en %)	20,2	21,0	20,8	17,7
Jeunes ayant accédé à un emploi aidé ou un emploi en alternance dans les six mois (en %)	5,6	5,7	5,2	6,4
Jeunes ayant accédé à une formation dans les six mois (en %)	18,3	17,2	17	15,9

Lecture : 23,2 % des jeunes en premier accueil au cours de 2009 ont accédé dans les 6 mois à un emploi de toute forme.

Remarque : les pourcentages ne se cumulent pas. Un même jeune peut par exemple accéder à un emploi et une formation dans l'année.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2010, traitement Dares), France entière.

Champ : Ensemble des jeunes en premier accueil en 2006, 2007, 2008 et 2009.

Tableau 9 : Accès à l'emploi et à la formation dans les six mois par région

Région	Nombre de jeunes en premier accueil	Part d'accès à toute forme d'emploi	Part d'accès à un emploi classique	Part d'accès à un emploi aidé ou en alternance	Part d'accès à une formation
Alsace	10 671	24	17	7	12
Aquitaine	25 381	29	23	7	18
Auvergne	9 960	29	19	11	18
Basse-Normandie	10 187	29	22	8	27
Bourgogne	13 277	17	12	6	9
Bretagne	22 309	27	22	6	16
Centre	18 365	28	21	8	15
Champagne-Ardenne	11 463	28	22	8	20
Corse	1 997	23	16	8	16
Franche-Comté	8 266	23	15	9	16
Guadeloupe	4 073	8	3	5	12
Guyane	1 840	9	5	4	27
Haute-Normandie	15 549	25	20	6	11
Ile-de-France	89 787	21	18	4	16
La Réunion	10 376	12	5	6	16
Languedoc-Roussillon	27 023	23	16	8	14
Limousin	5 273	41	29	16	13
Lorraine	15 871	24	17	8	27
Martinique	3 480	9	6	3	9
Midi-Pyrénées	19 245	26	17	10	15
Nord-Pas-de-Calais	38 441	18	13	5	15
Pays de la Loire	26 506	27	21	7	14
Picardie	17 830	22	16	6	16
Poitou-Charentes	13 459	28	21	8	10
Provence-Alpes-Côte d'Azur	44 324	19	15	5	23
Rhône-Alpes	50 507	25	20	5	12
France entière	515 146	23	18	6	16

Lecture : 6 % des jeunes en premier accueil en 2009 ont accédé à un emploi aidé dans les six mois suivant leur premier accueil.

Remarque : les pourcentages ne se cumulent pas. Un même jeune peut par exemple accéder à un emploi et une formation dans les six mois suivant son premier accueil.

Champ : Ensemble des jeunes reçus en premier accueil en 2009.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2010, traitement Dares), France entière.

L'application Parcours 3

Les missions locales et les PAIO sont équipées de l'application Parcours 3 depuis 2003 pour gérer les dossiers des jeunes accueillis et notamment ceux qui bénéficient du programme CIVIS. Cette application issue de l'évolution du logiciel Parcours 2 est utilisée quotidiennement pour la saisie des dossiers des jeunes par l'ensemble des conseillers des missions locales. Elle permet de décrire précisément les caractéristiques individuelles des jeunes, les situations qu'ils occupent sur le marché du travail, les services dont ils bénéficient.

Localement, Parcours 3 est un outil de pilotage pour chaque mission locale. Les remontées mensuelles d'information au niveau régional et au niveau national permettent des études à un niveau plus agrégé. Pour s'assurer de la qualité des données, des contrôles de cohérence et une charte de saisie ont été conçus pour corriger et homogénéiser les comportements de saisie sur l'ensemble du territoire.

3. L'offre de service des missions locales

3.1 Partenariat avec l'Education nationale

Tableau 10 : Partenariat entre les missions locales et les structures de l'Education nationale

CIO	405
MGIEN	377
Etablissement scolaire public	288
Etablissement scolaire privé	148
Inspection académique	114
Université	86
Rectorat	67
Total ML et PAIO concernées	437

Lecture : réponses positives à la question « Avez vous des relations opérationnelles ou des conventions avec l'Education Nationale? Si oui, avec qui ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

Tableau 11 : Types de partenariat avec les structures de l'Education nationale

Information sur l'offre de service de la mission locale	385
Retour en formation initiale	381
Lutte contre la déscolarisation	312
Orientation	298
Repérage concerté du décrochage scolaire	293
Apprentissage	282
Concertation entre professionnels	278
Organisation de l'accompagnement concerté des décrocheurs	247
Information sur l'emploi	237
En direction des jeunes	275
En direction des professionnels	161
En direction des parents	39
Total ML et PAIO concernées	451

Lecture : réponse à la question « Quelles sont les thématiques de vos relations ou accords avec l'Education Nationale ? Quels sont les publics cibles ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. . Sur un total de 451 réponses.

3.2 Actions pour favoriser la mobilité géographique

Tableau 12 : Aides à la mobilité proposées par les missions locales et PAIO

Aides financières mobilité	438
Informations sur transports publics	338
Préparation du permis de conduire	325
Location de mobylettes	258
Transport à la demande	195
Prêt de vélos ou deux roues	105
Action de mobilité européenne	101
Location de véhicules	100
Service co-voiturage	64
Action de mobilité internationale	62
Prêts pour achat de véhicule	46
Prêt de véhicules	39
Total ML et PAIO concernées	466

Lecture : réponse à la question « Etes vous en mesure de mettre à disposition des aides à la mobilité (in interne ou en partenariat) ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2008 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

3.3 Actions de parrainage

Tableau 13 : Structures utilisatrices et animatrices de parrainage de jeunes par région

Région	Structures utilisatrices	Structures animatrices
Alsace	10	6
Aquitaine	15	15
Auvergne	13	14
Basse-Normandie	6	6
Bourgogne	12	12
Bretagne	10	8
Centre	18	18
Champagne-Ardenne	5	6
Corse	2	2
Franche-Comté	10	1
Guadeloupe		
Guyane		
Haute-Normandie	13	13
Ile-de-France	68	64
La Réunion	1	1
Languedoc-Roussillon	13	12
Limousin	6	5
Lorraine	20	20
Martinique	2	3
Midi-Pyrénées	11	9
Nord-Pas-de-Calais	27	23
Pays de la Loire	17	17
Picardie	14	12
Poitou-Charentes	13	11
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	29
Rhône-Alpes	36	30
Total	371	337

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

Le parrainage

Le parrainage permet à des jeunes en insertion, de profiter de l'expérience, du savoir-faire et de la disponibilité de bénévoles retraités ou actifs, pour la recherche d'un emploi, d'un contrat en alternance ou d'un stage. En lien avec le conseiller de la mission locale, le parrain apporte son soutien et de précieux conseils pour aider le jeune à mieux connaître les filières et les métiers de l'entreprise et préparer une candidature ou un entretien d'embauche.

Expérimentées dès 1993 par quelques missions locales, les actions de parrainage se sont étendues progressivement à tous les territoires avec le soutien du ministère de l'emploi et des conseils régionaux. Aujourd'hui les employeurs s'engagent aussi dans le dispositif pour permettre à leurs salariés de parrainer des jeunes pendant leur temps de travail (Dexia, Lyonnaise des Eaux). Près de 80% des missions locales proposent ce service aux jeunes et 70% sont animatrices d'un réseau de parrains.

Tableau 14 : Nombre de parrains et de jeunes parrainés par région

Région	Nombre de parrains	Nombre de jeunes parrainés	Moyenne de jeunes par parrain
Alsace	150	434	2,9
Aquitaine	361	651	1,8
Auvergne	245	272	1,1
Basse-Normandie	95	122	1,3
Bourgogne	321	458	1,4
Bretagne	328	403	1,2
Centre	385	617	1,6
Champagne-Ardenne	157	65	0,4
Corse	15	20	1,3
Franche-Comté	18	282	15,7
Guadeloupe			
Guyane			
Haute-Normandie	802	900	1,1
Ile-de-France	992	2753	2,8
La Réunion	32	100	
Languedoc-Roussillon	271	515	1,9
Limousin	140	112	0,8
Lorraine	317	1403	4,4
Martinique	85	70	0,8
Midi-Pyrénées	256	777	3,0
Nord-Pas-de-Calais	346	1598	4,6
Pays de la Loire	498	521	1,0
Picardie	288	582	2,0
Poitou-Charentes	320	399	1,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	743	2181	2,9
Rhône-Alpes	795	1252	1,6
Total	7960	16487	2,1

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

3.4 Actions pour favoriser l'accès au logement

Tableau 15 : Services d'aide au logement et partenariat

Informations par un conseiller référent logement	268
Comité local pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ) en interne	20
Partenariat avec CLLAJ	129
Partenariat avec foyer de jeunes travailleurs	296
Partenariat avec agence immobilière à vocation sociale	23
Partenariat avec Adoma (1)	110
Partenariat avec les autres acteurs du logement	266
Total ML et PAIO concernées	431

Lecture : réponse à la question « Avez vous un service logement ou des relations fonctionnelles avec un partenaire logement ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

(1) Créée à l'origine pour loger les travailleurs migrants, Adoma a aujourd'hui pour mission d'accueillir et soutenir tous ceux et celles qui traversent des difficultés et ne trouvent pas leur place dans le logement social traditionnel.

Tableau 16 : Services d'hébergement d'urgence proposés par les missions locales

Gestion directe par la mission locale	53
Par l'intermédiaire d'un partenaire hébergement	288
Par l'intermédiaire d'un service social	198
Par l'intermédiaire du 115	266
Autre	76
Total ML et PAIO concernées	413

Lecture : réponse à la question « la mission locale est elle en mesure de proposer un hébergement d'urgence ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

3.5 Actions pour favoriser l'accès aux soins

Tableau 17 : Service de rencontre d'un psychologue proposé par la mission locale

Réalisé par un salarié	108
Réalisé par un partenaire	143
Réalisé par un achat de prestation	95
Autre	27
Total ML et PAIO concernées	320

Lecture : réponse à la question « la mission locale propose t'elle la rencontre d'un psychologue au sein de la mission locale ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

Tableau 18 : Financeurs du service de rencontre d'un psychologue proposé par la mission locale

DRASS	101
ARH	40
Conseil régional	60
Conseil régional	28
Autre	84
Total ML et PAIO concernées	291

Lecture : réponse à la question « Si oui, est-elle prise en charge par un financement public spécifique ? Dans ce cas, quel est le financeur principal ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

3.6 Actions pour l'insertion les jeunes placés sous main de justice

Tableau 19 : Partenariat avec le ministère de la justice

PJJ	364
Service pénitentiaire d'insertion et de probation en milieu ouvert	316
Service pénitentiaire d'insertion et de probation en milieu fermé	214
Association de contrôle judiciaire	97
Maison d'arrêt	187
Centre de détention	98
Centre éducatif fermé pour les mineurs	69
Total ML et PAIO concernés	387

Lecture : réponse à la question « Avez vous des relations opérationnelles ou des conventions avec le ministère de la justice ? Avec quelles structures ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 467 réponses.

3.7 Aide à la création d'entreprise

Tableau 20 : Services d'aide à la création d'entreprise

Repérage de porteurs de projet	207
Atelier d'information collective	77
Entretien individuel d'information	153
Atelier d'émergence de projet	54
Accompagnement individuel à la création	68
Club de créateurs	7
Total ML et PAIO concernées	242

Lecture : réponse à la question « La mission locale conduit-elle des activités d'aide à la création d'entreprises ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

Tableau 21 : Partenariat avec les organismes d'aide à la création d'entreprise

Comité local d'aide aux projets	36
Boutiques de gestion	191
Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE)	117
Groupement de jeunes créateurs	37
France Active	17
France Initiative	33
Autre partenariat	234
Total ML et PAIO concernées	339

Lecture : réponse à la question « Avez vous des relations formalisées avec une structure d'aide à la création d'entreprises ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

3.8 Partenariat avec la Défense nationale

Tableau 22 : Relations opérationnelles ou conventions avec la Défense Nationale

Services de la JAPD (BSN)	417
Centres de défense 2ème chance (EPIDe - CD2A)	403
Centres de recrutement de l'armée de terre	370
Centres de recrutement de l'armée de l'air	259
Centres de recrutement de la marine nationale	348
Centres de recrutement de la gendarmerie nationale	274
Centres de reconversion de l'armée de terre	85
Centres de reconversion de l'armée de l'air	52
Centres de reconversion de la marine nationale	46
Centres de reconversion de la gendarmerie nationale	48
Total ML et PAIO concernés	457

Lecture : réponse à la question « Avez vous des relations opérationnelles ou des conventions avec la défense nationale ? Si oui, avec qui ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

3.9 Actions pour favoriser l'accès à l'alternance et la formation professionnelle

Tableau 23 : Partenariat avec les opérateurs de l'alternance et de la formation

AFFPA	398
Centre de formation d'apprentis	412
Chambre des métiers	381
Chambre de commerce et d'industrie	357
Chambre d'agriculture	205

Lecture : réponse à la question « Avez vous des relations opérationnelles ou des accords de partenariat formalisés avec les structures suivantes ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 451 réponses.

3.10 Partenariat avec les opérateurs économiques

Le partenariat entre le CNML et les grands opérateurs économiques

Pour permettre l'accès à la vie en entreprise des jeunes peu ou pas qualifiés, en particulier ceux résidant en zone urbaine sensible et bénéficiaires du CIVIS, le Conseil national des missions locales développe depuis 2006 un partenariat avec des grandes entreprises qui ont besoin de recruter des jeunes.

Des accords nationaux sont signés pour permettre :

- > de favoriser les procédures de recrutement répondant aux besoins de l'entreprise comme à ceux des jeunes accompagnés par les missions locales,
- > de mieux informer les jeunes et leurs conseillers sur les métiers et les filières qui recrutent pour une meilleure connaissance du monde du travail,
- > le développement du parrainage pour l'emploi notamment dans le cadre de la lutte contre les discriminations.

Le CNML a mis en place un groupe de travail afin d'évaluer les résultats du partenariat engagé et de rechercher de nouvelles solutions pour l'accès à l'entreprise des jeunes peu qualifiés.

Tableau 24 : Déclinaison des accords nationaux entre le CNML et les opérateurs économiques

ADIA	110
ANFA	21
AREVA	45
Association Française de la Relation Clients - AFRC	8
CARGLASS	53
Dexia Crédit Local	67
FEP - FARE	37
Groupe Casino	90
Groupe Carrefour	166
Groupe CRIT	80
Groupe DCNS (Filières du Talent)	13
Groupe GDF SUEZ (Hors INEO)	67
IMS-Entreprendre pour la Cité	20
INEO (Groupe GDF SUEZ)	30
Lyonnaise des Eaux (SUEZ Environnement)	48
Marine nationale	118
MEDIAPOST	89
Police nationale	78
SITA - SUEZ Environnement	40
SNCF	143
Veolia Environnement	132
Total ML et PAIO concernées	270

Lecture : réponse à la question « Utilisation des accords nationaux signés avec des entreprises ou groupes (accords du CNML du 13/06/06, ...) ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2008 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

Tableau 25 : Types d'actions mises en place avec les opérateurs économiques

	Opérations de recrutement	Rencontres professionnelles et informations métiers	Parrainage
ADIA	83	43	21
ANFA	10	15	2
AREVA	42	8	10
Association Française de la Relation Clients - AFRC	27	5	-
CARGLASS	45	21	1
Dexia Crédit Local	15	16	16
FEP - FARE	37	27	4
Groupe Casino	89	32	6
Groupe Carrefour	161	78	26
Groupe CRIT	65	31	12
Groupe DCNS (Filières du Talent)	4	5	1
Groupe GDF SUEZ (Hors INEO)	32	21	6
IMS-Entreprendre pour la Cité	8	8	2
INEO (Groupe GDF SUEZ)	12	9	3
Lyonnaise des Eaux (SUEZ Environnement)	19	14	5
Marine nationale	97	73	8
MEDIAPOST	55	32	6
Police nationale	69	43	5
SITA - SUEZ Environnement	17	10	2
SNCF	84	55	16
Veolia Environnement	81	52	13
Total ML et PAIO concernées	261	153	67

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE.

3.11 Partenariat renforcé avec Pôle emploi

Le partenariat renforcé entre les missions locales et Pôle emploi
 Depuis 2001, l'ANPE et le CNML mobilisent leurs réseaux au service de l'accompagnement personnalisé des jeunes demandeurs d'emploi. Un accord-cadre de partenariat renforce cette collaboration pour les années 2006 à 2008. Il a été signé le 29 juin 2006 entre le ministère de l'emploi, l'ANPE et le CNML. Il définit deux axes de travail commun pour les deux réseaux :

- La complémentarité des interventions entre les agences locales pour l'emploi et les missions locales dans le champ de l'emploi.
- La co-traitance pour la mise en œuvre du projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) qui consiste, en pratique, à confier aux missions locales le suivi d'une partie des jeunes de 16 à 25 ans. En 2009, celles-ci ont accompagné 225 000 jeunes demandeurs d'emploi pour le compte de Pôle emploi.

Tableau 26 : Convention locales et types d'actions de partenariat avec Pôle emploi

Région	Convention locale signée	Actions de partenariat	Types d'actions de partenariat				
			Accès aux offres d'emplois	Accès aux contrats aidés	Orientation vers une plate-forme de vocation	Priorités des politiques publiques de l'emploi	Autres actions locales
Alsace	10	7	6	5	6	5	1
Aquitaine	21	22	18	19	15	16	1
Auvergne	11	12	12	12	11	12	1
Basse-Normandie	15	13	13	9	11	9	1
Bourgogne	16	16	14	13	13	16	4
Bretagne	15	16	16	15	11	14	3
Centre	17	14	14	10	10	11	2
Champagne-Ardenne	9	10	8	9	9	8	2
Corse	3	4	3	3	1	3	0
Franche-Comté	10	10	9	7	8	8	0
Guadeloupe	0	1	1	0	0	0	0
Guyane	1	1	1	1	1	1	0
Haute-Normandie	12	12	12	12	10	11	3
La Réunion	65	63	60	59	54	50	21
Ile-de-France	1	1	1	1	1	1	0
Languedoc-Roussillon	16	17	17	15	16	14	6
Limousin	5	6	6	6	6	6	2
Lorraine	19	17	13	11	13	11	6
Martinique	3	3	2	0	1	0	0
Midi-Pyrénées	11	10	7	8	10	9	3
Nord-Pas-de-Calais	25	23	21	19	19	19	4
Pays de la Loire	17	20	16	19	18	18	1
Picardie	15	15	14	14	13	12	0
Poitou-Charentes	15	14	12	14	11	12	1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27	25	23	23	22	22	2
Rhône-Alpes	44	42	36	36	38	34	3
Total	403	394	355	340	328	322	67

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

Tableau 27 : Répartition régionale des postes Pôle emploi mis à disposition

Région	Missions locales et PAIO	ML&PAIO disposant d'un poste Pôle emploi	Postes Pôle emploi mis à disposition	Postes Pôle emploi en EQTP
Alsace	12	8	9	7,4
Aquitaine	23	18	20	18,3
Auvergne	14	9	11	8,7
Basse-Normandie	16	4	5	3
Bourgogne	16	16	20	12,66
Bretagne	17	14	15	14,09
Centre	22	9	13	8,4
Champagne-Ardenne	17	8	8	6,3
Corse	4	2	1	1
Franche-Comté	14	8	9	4,9
Guadeloupe	1	0	2	1
Guyane	1	1	1	1
Haute-Normandie	13	12	13	11,4
Ile-de-France	82	50	50	43,6
La Réunion	4	4	7	6,47
Languedoc-Roussillon	17	9	9	8
Limousin	6	4	3	3
Lorraine	20	19	26	16,3
Martinique	4	0	0	0
Midi-Pyrénées	11	11	13	11,6
Nord-Pas-de-Calais	27	23	25	20
Pays de la Loire	22	5	7	4,9
Picardie	16	13	12	9,2
Poitou-Charentes	16	13	12	10,77
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	22	26	19,47
Rhône-Alpes	48	38	45	33,76
Total	472	320	362	285,22

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

Tableau 28 : Réalisation des objectifs de cotraitance et financement en 2009

Région	Jeunes suivis dans le cadre du PPAE	Dont conventionnés	Objectif conventionnel	Taux de réalisation	Financement de Pôle Emploi au titre de la cotraitance
Alsace	4 672	3 830	3 028	126%	498 676
Aquitaine	11 682	8 768	6 554	134%	1 195 702
Auvergne	4 682	3 880	2 540	153%	487 274
Basse-Normandie	6 554	5 295	3 677	144%	622 364
Bourgogne	7 622	5 451	3 381	161%	746 878
Bretagne	9 451	7 724	4 950	156%	845 222
Centre	8 670	7 175	4 550	158%	623 562
Champagne-Ardenne	4 959	3 954	3 133	126%	529 286
Corse	913	832	567	147%	96 025
Franche-Comté	3 554	2 939	2 133	138%	308 529
Guadeloupe	1 259	1 161	1 609	72%	213 814
Guyane	508	423	435	97%	70 500
Haute-Normandie	11 039	8 744	5 124	171%	867 827
Ile-de-France	33 242	29 558	16 664	177%	3 052 605
La Réunion	4 985	4 553	4 676	97%	796 695
Languedoc-Roussillon	9 808	8 197	5 417	151%	789 945
Limousin	2 033	1 815	1 183	153%	171 362
Lorraine	8 577	6 251	4 994	125%	885 879
Martinique	1 673	1 434	1 346	107%	185 760
Midi-Pyrénées	11 072	9 515	5 024	189%	851 383
Nord-Pas-de-Calais	21 789	15 541	13 289	117%	2 283 071
Pays de la Loire	15 284	12 822	7 137	180%	1 171 084
Picardie	10 140	7 505	5 172	145%	868 636
Poitou-Charentes	4 117	3 834	3 192	120%	540 253
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13 542	12 198	9 886	123%	1 676 572
Rhône-Alpes	13 410	11 995	10 338	116%	1 728 994
Total	225 237	185 394	129 999	143%	22 107 898

Source : Pacours 3 et comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE, traitement CNML.

3.12 Projets européens ou internationaux

Tableau 29 : Participation à des projets européens ou internationaux

Région	Pilotage du projet par la mission locale	Pilotage français	Pilotage européen	Total
Alsace	0	1	0	1
Aquitaine	3	4	1	8
Auvergne	2	6	1	9
Basse-Normandie	0	1	0	1
Bourgogne	0	2	1	3
Bretagne	4	1	1	6
Centre	1	0	0	1
Champagne-Ardenne	0	1	1	2
Corse	0	0	1	1
Franche-Comté	1	1	0	2
Guadeloupe	0	1	0	1
Guyane	0	1	0	1
Haute-Normandie	2	0	0	2
Ile-de-France	20	10	2	32
La Réunion	0	0	1	1
Languedoc-Roussillon	1	3	0	4
Limousin	0	0	0	0
Lorraine	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0
Midi-Pyrénées	2	2	1	5
Nord-Pas-de-Calais	7	1	1	9
Pays de la Loire	0	1	0	1
Picardie	2	3	0	5
Poitou-Charentes	3	3	0	6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	0	1	3
Rhône-Alpes	5	10	2	17
Total	55	52	14	121

Lecture : réponse à la question « La mission locale a-t-elle participé à des projets européens ou internationaux ? Si oui, qui assurait le pilotage du projet ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 472 réponses.

Tableau 30 : Programmes européens ou internationaux mobilisés

Equal - Projet de lutte contre les discriminations	6
Grundtvig - Bourses de mobilité pour la formation	3
Leonardo - Mobilité des jeunes (Placement de jeunes travailleurs)	57
Leonardo - Mobilité des acteurs (Echange de formateurs)	10
Leonardo - Projets multilatéraux de transfert d'innovation	3
Leonardo - Europass	14
Jeunesse - Service volontaire européen - Accueil	26
Jeunesse - Service volontaire européen - Envoi	46
Jeunesse - Echanges multilatéraux	19
Jeunesse - Mesure de soutien	2
Dans le cadre d'un appel d'offre d'une collectivité territoriale	9
Autres programmes	66

Lecture : réponse à la question « Nommez le ou les programmes que vous avez mobilisés ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE. Sur un total de 471 réponses.

Tableau 31 : Objectifs des actions européennes ou internationales

Acquisitions relevant de l'éducation formelle (enseignement secondaire)	3
Acquisition de savoir-faire informels	45
Formation professionnelle	26
Stages professionnels	73
Echanges multilatéraux	41
Visite d'études	15
Essaimage du concept de mission locale	10
Autre objectif	45

Lecture : réponse à la question « Quels étaient les objectifs des actions ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2008 – ICARE. Sur un total de 130 réponses.

4. Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)

CIVIS de droit commun et CIVIS renforcé

Le CIVIS se décline en deux volets : le CIVIS renforcé pour les jeunes sortis de scolarité sans CAP-BEP ou avant la terminale (niveau VI, V bis et V sans diplôme) et le CIVIS de droit commun pour les jeunes jusqu'à bac+2 non validé (niveau V avec diplôme, niveau IV) connaissant des difficultés d'insertion particulières. Le CIVIS a une durée d'un an, renouvelable une fois pour les jeunes en accompagnement de droit commun, il est renouvelable autant de fois que nécessaire jusqu'au vingt-sixième anniversaire pour les jeunes en accompagnement renforcé. Chaque jeune a un conseiller référent unique qu'il rencontre régulièrement. Pour l'accompagnement renforcé la fréquence des entretiens est hebdomadaire les trois premiers mois, puis mensuelle.

Tableau 32 : Les entrées et sorties du CIVIS par région en 2009

Région	Entrées en CIVIS renforcé ¹	Entrées en CIVIS de droit commun	Entrées totales	Sorties totales	Sorties en emploi durable	Sorties en emploi non durable ²	Sorties en formation
Alsace	2 007	1 897	3 904	4 028	1 319	291	282
Aquitaine	4 349	6 410	10 759	10 416	3 396	690	746
Auvergne	1 328	1 507	2 835	3 179	1 141	289	229
Basse-Normandie	2 124	2 031	4 155	4 734	1 275	342	319
Bourgogne	2 972	3 996	6 968	6 190	2 055	330	514
Bretagne	3 423	5 876	9 299	9 183	3 125	532	687
Centre	3 369	3 137	6 506	6 146	1 939	657	390
Champagne-Ardenne	1 612	2 534	4 146	4 537	1 262	408	384
Corse	294	265	559	566	199	46	39
Franche-Comté	1 576	1 819	3 395	3 591	922	270	281
Guadeloupe	717	1 281	1 998	2 919	267	266	281
Guyane	583	523	1 106	1 696	242	118	176
Haute-Normandie	3 701	4 669	8 370	8 756	2 279	641	812
Ile-de-France	17 592	10 071	27 663	33 064	9 985	1 205	2 360
La Réunion	1 347	1 538	2 885	3 098	835	168	290
Languedoc-Roussillon	3 824	4 404	8 228	8 906	2 466	924	606
Limousin	1 169	1 395	2 564	2 635	836	320	181
Lorraine	4 108	4 849	8 957	9 482	2 477	510	978
Martinique	944	1 162	2 106	2 637	484	85	282
Midi-Pyrénées	3 878	3 206	7 084	7 442	2 283	738	474
Nord-Pas-de-Calais	8 270	11 061	19 331	21 027	4 397	1 321	1 682
Pays de la Loire	4 448	4 843	9 291	8 270	2 141	688	588
Picardie	4 522	3 546	8 068	9 113	1 725	872	644
Poitou-Charentes	2 592	2 827	5 419	4 837	1 308	452	322
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 620	4 542	10 162	11 206	3 351	809	1 001
Rhône-Alpes	7 045	4 970	12 015	13 434	4 201	1 037	818
Total 2009	93 414	94 359	187 773	201 092	55 910	14 009	15 366
<i>Total 2008</i>	<i>96 278</i>	<i>83 805</i>	<i>180 083</i>	<i>170 770</i>	<i>62 470</i>	<i>11 963</i>	<i>11 328</i>

Lecture : 187 773 jeunes sont entrés en CIVIS entre le 01 janvier 2009 et le 31 décembre 2009. Dans la même période, 201 092 jeunes sont sortis du dispositif dont 55 910 après avoir accédé à un emploi durable.

Source : Parcours 3, traitement Dares.

Champ : jeunes entrés en CIVIS et sortis du dispositif entre le 1er janvier 2009 et le 31 décembre 2009.

¹ CIVIS renforcé = jeunes de niveau VI ou Vbis (accompagnement d'un an renouvelable jusqu'au 26^e anniversaire) ou V non diplômés entrés après le 15 juin 2006 (accompagnement d'un an renouvelable une fois ou jusqu'au 26^e anniversaire).

² Les sorties en emploi non durable concernent les jeunes en CAE, CAV, CDD de moins de 6 mois, ayant rompu un CDI en moins de 6 mois...

5. L'organisation territoriale

Tableau 33 : Composition du réseau (ML et PAIO) et statut

	Au 31/12/2008	Au 31/12/2009
Nombre total de structures	482	472
dont missions locales	427	433
Dont PAIO	55	39
Statut associatif	445	441
Statut GIP	27	27
Autre statut*	10	4

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE.

* Services municipaux, services départementaux, GRETA, établissements publics.

Tableau 34 : Statut des missions locales et des PAIO par région au 31-12-2009

Région	Nombre de ML	Nombre de PAIO	PAIO avec statut juridique	PAIO sans statut juridique	ML sous statut GIP
Alsace	9	3	3	0	0
Aquitaine	23	0	0	0	0
Auvergne	14	0	0	0	0
Basse-Normandie	10	6	5	1	0
Bourgogne	16	0	0	0	0
Bretagne	17	0	0	0	0
Centre	18	4	3	1	2
Champagne-Ardenne	11	6	4	2	1
Corse	3	1	1	0	0
Franche-Comté	7	7	7	0	1
Guadeloupe	1	0	0	0	0
Guyane	1	0	0	0	1
Haute-Normandie	9	4	4	0	0
Ile-de-France	82	0	0	0	11
La Réunion	4	0	0	0	0
Languedoc-Roussillon	17	0	0	0	0
Limousin	6	0	0	0	1
Lorraine	16	4	4	0	0
Martinique	4	0	0	0	0
Midi-Pyrénées	11	0	0	0	1
Nord-Pas-de-Calais	27	0	0	0	0
Pays de la Loire	19	3	3	0	1
Picardie	16	0	0	0	0
Poitou-Charentes	16	0	0	0	1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	0	0	0	6
Rhône-Alpes	47	1	1	0	1
Total	433	39	35	4	27

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 35 : maillage territorial des missions locales

Région	Sièges	Antennes	Relais et permanences	Nbre de communes par structure
Alsace	12	39	68	76
Aquitaine	23	86	210	101
Auvergne	14	16	129	93
Basse-Normandie	16	14	156	114
Bourgogne	16	37	86	129
Bretagne	17	101	332	75
Centre	22	24	221	85
Champagne-Ardenne	17	14	80	120
Corse	4	6	13	82
Franche-Comté	14	17	52	124
Guadeloupe	1	8	14	32
Guyane	1	5	8	22
Haute-Normandie	13	54	82	111
Ile-de-France	82	139	207	16
La Réunion	4	18	15	6
Languedoc-Roussillon	17	54	237	91
Limousin	6	13	101	125
Lorraine	20	28	164	116
Martinique	4	15	16	8
Midi-Pyrénées	11	48	155	275
Nord-Pas-de-Calais	27	133	247	57
Pays de la Loire	22	77	150	69
Picardie	16	28	133	136
Poitou-Charentes	16	33	126	95
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	89	207	31
Rhône-Alpes	48	98	255	60
Total	472	1194	3464	78

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE.

Remarque : La diminution importante du nombre de relais et permanences par rapport à l'année précédente (4199 en 2008) provient d'une erreur récurrente sur une structure d'Aquitaine. Ce nombre est stable de 2008 à 2009, en données corrigées.

Définitions : les lieux d'accueil selon la Charte nationale Parcours 3

Siège : site principal de la structure (par défaut, le domicile de la personne morale). Il est identifié de façon univoque par le code Insee de la commune.

Antenne : lieu d'accueil fixe, géographiquement distinct du siège, géré par la même personne morale, et bénéficiant d'un équipement permanent (y compris ouvert à temps partiel, et antenne de type bus).

Permanence : lieu d'accueil temporaire ou chronique (avec équipement « nomade » ou mis à disposition (mairie, centre social, etc.).

Relais : lieu d'accueil géré par une autre personne morale liée par convention.

6. Les ressources humaines

6.1 Evolution des effectifs et taille des structures

Tableau 36 : Effectif par type de structure

	Missions locales	PAIO	Total	Rappel 2008	Evolution 2008/2009
Effectif total	10719	331	11050	10933	1,1%
Equivalents temps plein	9638	278	9917	9836	0,8%
Salariés	9968	309	10277	10107	1,7%
Mis à disposition	751	22	773	826	-6,4%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 37 : Evolution de l'effectif total de 2004 à 2008 (en %)

Variation année n/n+1	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
Effectif total	+15,4	+1,4	-1,2	-1	1,1%
Effectif salarié	+17,7	+2,2	-1,2	-0,9	0,8%
Effectif MAD*	-4,3	-7,7	-1,6	-3,2	1,7%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

* MAD : Personnels mis à disposition par un organisme extérieur à la structure

Tableau 38 : Répartition des structures par taille en équivalent temps plein (ETP) en %

Nombre d'ETP	Inférieur ou égal à 5	De 5,05 à 10	De 10,05 à 20	De 20,05 à 30	Plus de 30	Dont plus de 50
2009	3,4	14	43,3	23,1	16,1	4,9
2008	4,1	15,6	43,8	21,8	14,7	nd
2007	5,1	15,4	42,0	22,0	15,4	nd
2006	5,7	16,8	39,7	20,6	17,2	nd
2005	6,69	18,8	38,7	19,2	16,3	nd

Source : Comptes rendus d'activité 2005 à 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

6.2 Temps de travail, contrats et métiers

Tableau 39 : Temps de travail par type de structure (en %)

	Part dans l'effectif total ML	Part dans l'effectif total PAIO	Part dans l'effectif total
Temps partiel	28,6	49,2	29
Temps plein	71,4	57,1	71
Effectif total	100	100	100

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 40 : Type de contrat par type de structure (en %)

	Part dans l'effectif total ML	Part dans l'effectif total PAIO	Part dans l'effectif total
CDD	11,9	13,9	11,9
CDI	88,1	86,1	88,1
Effectif total	100	100	100

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 41 : Les métiers dans les missions locales et les PAIO (en %)

	Insertion sociale et professionnelle	Information-Communication	Gestion	Encadrement	Autres	Total
ML	73,5	2,8	10	9,9	3,8	100
PAIO	74,1	3,2	7,6	12,6	3	100
Effectif total	73,5	2,8	10	10	3,8	100

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

La logique de compétence dans les emplois exercés en mission locale

Le système de classification de la branche professionnelle des missions locales organise les parcours professionnels et fonde la rémunération sur la maîtrise et l'évaluation des compétences professionnelles du salarié. 48 domaines de compétences sont définis et décrits avec les activités correspondantes. 14 emplois repères sont répartis dans 4 métiers homogènes (Insertion sociale et professionnelle ; Information communication ; Gestion ; Encadrement)

Un exemple, les domaines de compétence pour l'emploi repère de Conseiller niveau 1 :

Recevoir le public en entretien ; Établir un diagnostic individuel sur la situation du public reçu ; Informer et aider à l'orientation du public cible ; Accompagner l'élaboration du parcours d'insertion ; Coopérer avec des partenaires extérieurs ; Assurer une veille sur l'activité d'insertion ; Assurer un suivi administratif.

Source : Convention collective nationale des missions locales et PAIO du 21 février 2001.

Tableau 42 : Répartition régionale des effectifs

Région	Effectif total			Effectif salarié			Effectif mis à disposition					
	Total	dont femmes en %	Nombre d'ETP	Total	dont femmes en %	Nombre d'ETP	Total	dont femmes en %	Pôle emploi	Pôle emploi en ETP	Collectivités territoriales	autres
Alsace	275	85,8%	243,72	265	85,7%	11,3%	10	90,0%	9	7,4	1	0
Aquitaine	551	82,2%	502,72	518	82,4%	7,1%	33	78,8%	20	18,3	9	4
Auvergne	253	79,1%	224,54	239	78,2%	6,3%	14	92,9%	11	8,7	0	3
Basse-Normandie	254	77,2%	222,8	247	78,1%	4,0%	7	42,9%	5	3	2	0
Bourgogne	324	81,5%	280,61	284	82,4%	13,7%	40	75,0%	20	12,66	0	20
Bretagne	457	79,2%	408,25	433	78,8%	7,9%	24	87,5%	15	14,09	7	2
Centre	352	75,6%	314,33	320	75,0%	7,5%	32	81,3%	13	8,4	17	2
Champagne-Ardenne	249	82,3%	227,7	235	81,7%	11,9%	14	92,9%	8	6,3	4	2
Corse	39	89,7%	34,2	38	89,5%	0,0%	1	100,0%	1	1	0	0
Franche-Comté	200	82,5%	169,53	184	82,6%	12,0%	16	81,3%	9	4,9	5	2
Guadeloupe	51	84,3%	49,25	45	82,2%	2,2%	6	100,0%	2	1	4	0
Guyane	56	76,8%	53,29	50	76,0%	8,0%	6	83,3%	1	1	2	3
Haute-Normandie	387	77,3%	347,76	364	76,9%	6,0%	23	82,6%	13	11,4	5	5
Ile-de-France	1604	71,2%	1497,69	1462	71,2%	8,8%	142	71,1%	50	43,6	81	11
La Réunion	236	62,7%	225,91	229	62,4%	6,1%	7	71,4%	7	6,47	0	0
Languedoc-Roussillon	457	77,5%	408,65	406	77,6%	14,8%	51	76,5%	9	8	42	0
Limousin	132	82,6%	122,59	128	83,6%	4,7%	4	50,0%	3	3	1	0
Lorraine	373	83,4%	330,63	341	84,5%	6,2%	32	71,9%	26	16,3	1	5
Martinique	74	82,4%	73,53	74	82,4%	5,4%	0	0	0	0	0	0
Midi-Pyrénées	403	77,2%	358,16	384	77,3%	7,0%	19	73,7%	13	11,6	5	1
Nord-Pas-de-Calais	1061	71,9%	962,44	1000	72,0%	6,8%	61	70,5%	25	20	17	19
Pays de la Loire	548	80,5%	482,8	515	80,4%	3,5%	33	81,8%	7	4,9	14	12
Picardie	412	75,0%	371,63	397	75,1%	6,5%	15	73,3%	12	9,2	2	1
Poitou-Charentes	331	77,3%	261,01	306	77,5%	2,9%	25	76,0%	12	10,77	11	2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	850	79,9%	782,8	788	79,3%	7,1%	62	87,1%	26	19,47	33	3
Rhône-Alpes	1121	78,1%	960,14	1025	77,5%	6,0%	96	85,4%	45	33,76	48	3
Total	11050	77,2%	9916,68	10277	77,1%	7,4%	773	78,3%	362	285,22	311	100

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE

Tableau 43 : Répartition régionale des effectifs moyens

Région	Nombre de structures au 31/12	Nombre de PAIO	Nombre de ML	Effectif total	Effectif moyen	Effectif total ML	Effectif moyen ML	Effectif total PAIO	Effectif moyen PAIO
Alsace	12	3	9	275	23	245	27	30	10
Aquitaine	23	0	23	551	24	551	24		
Auvergne	14	0	14	253	18	253	18		
Basse-Normandie	16	6	10	254	16	203	20	51	9
Bourgogne	16	0	16	324	20	324	20		
Bretagne	17	0	17	457	27	457	27		
Centre	22	4	18	352	16	336	19	16	4
Champagne-Ardenne	17	6	11	249	15	208	19	41	7
Corse	4	1	3	39	10	35	12	4	4
Franche-Comté	14	7	7	200	14	143	20	57	8
Guadeloupe	1	0	1	51	51	51	51		
Guyane	1	0	1	56	56	56	56		
Haute-Normandie	13	4	9	387	30	327	36	60	15
Ile-de-France	82	0	82	1604	20	1604	20		
La Réunion	4	0	4	236	59	236	59		
Languedoc-Roussillon	17	0	17	457	27	457	27		
Limousin	6	0	6	132	22	132	22		
Lorraine	20	4	16	373	19	335	21	38	10
Martinique	4	0	4	74	19	74	19		
Midi-Pyrénées	11	0	11	403	37	403	37		
Nord-Pas-de-Calais	27	0	27	1061	39	1061	39		
Pays de la Loire	22	3	19	548	25	523	28	25	8
Picardie	16	0	16	412	26	412	26		
Poitou-Charentes	16	0	16	331	21	331	21		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	0	29	850	29	850	29		
Rhône-Alpes	48	1	47	1121	23	1112	24	9	9
Total	472	39	433	11050	23	10719	25	331	8

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE

Tableau 44 : Répartition des effectifs en équivalent temps plein par métier

Région	Effectif en ETP	Insertion (en % de l'effectif ETP)	Conseillers (en % de l'effectif Insertion)	dont référents CIVIS (en % de l'effectif Conseillers)	Chargés d'accueil (en % de l'effectif Insertion)	Chargés de projet (en % de l'effectif Insertion)	Communication (en % de l'effectif ETP)	Gestion (en % de l'effectif ETP)	Encadrement (en % de l'effectif ETP)	Autres (en % de l'effectif ETP)
Alsace	243,72	77,1%	72,2%	20,0%	7,3%	2,7%	8,9%	9,4%	2,0%	243,72
Aquitaine	502,72	72,9%	80,2%	14,1%	3,0%	3,2%	12,1%	9,7%	2,1%	502,72
Auvergne	224,54	67,8%	82,3%	10,3%	6,6%	2,5%	11,0%	10,0%	8,7%	224,54
Basse-Normandie	222,8	74,8%	79,5%	15,6%	4,9%	3,2%	10,9%	8,3%	2,8%	222,8
Bourgogne	280,61	67,9%	81,8%	13,4%	3,2%	4,9%	10,4%	9,6%	7,3%	280,61
Bretagne	408,25	70,0%	81,7%	9,9%	7,6%	3,2%	15,6%	8,7%	2,7%	408,25
Centre	314,33	74,6%	77,1%	15,5%	6,6%	1,6%	8,1%	9,8%	5,9%	314,33
Champagne-Ardenne	227,7	69,4%	82,7%	14,1%	2,0%	6,7%	6,7%	10,6%	6,7%	227,7
Corse	34,2	75,9%	70,5%	15,4%	10,2%	0,0%	4,2%	14,0%	5,8%	34,2
Franche-Comté	169,53	74,0%	71,9%	17,1%	3,3%	3,3%	10,3%	9,8%	3,2%	169,53
Guadeloupe	49,25	83,8%	55,8%	32,1%	12,1%	6,1%	4,1%	6,1%	0,0%	49,25
Guyane	53,29	52,8%	73,1%	23,3%	3,6%	3,8%	18,2%	18,8%	6,5%	53,29
Haute-Normandie	347,76	70,8%	77,7%	12,1%	9,8%	2,5%	12,0%	9,3%	5,4%	347,76
Ile-de-France	1497,69	74,2%	74,2%	15,8%	8,7%	3,7%	6,9%	12,4%	2,9%	1497,69
La Réunion	225,91	77,6%	67,8%	21,9%	10,2%	0,9%	6,5%	10,6%	4,4%	225,91
Languedoc-Roussillon	408,65	76,0%	72,1%	16,3%	7,5%	2,7%	9,5%	6,9%	4,9%	408,65
Limousin	122,59	72,0%	73,8%	17,9%	8,3%	3,0%	8,4%	10,9%	5,6%	122,59
Lorraine	330,63	74,2%	75,7%	12,8%	6,7%	2,1%	9,7%	11,4%	2,6%	330,63
Martinique	73,53	74,4%	71,3%	25,0%	3,7%	4,1%	5,4%	13,6%	2,5%	73,53
Midi-Pyrénées	358,16	75,7%	73,1%	12,8%	9,7%	1,5%	10,8%	10,5%	1,6%	358,16
Nord-Pas-de-Calais	962,44	73,7%	78,7%	13,6%	6,4%	2,7%	11,1%	8,5%	4,0%	962,44
Pays de la Loire	482,8	72,9%	79,5%	16,0%	4,3%	3,7%	12,2%	10,2%	1,3%	482,8
Picardie	371,63	74,5%	80,1%	12,2%	7,7%	2,3%	9,2%	6,9%	7,1%	371,63
Poitou-Charentes	261,01	74,2%	75,8%	11,1%	5,4%	1,3%	12,8%	9,3%	2,4%	261,01
Provence-Alpes-Côte d'Azur	782,8	73,5%	77,0%	15,8%	7,0%	2,1%	9,8%	10,2%	4,5%	782,8
Rhône-Alpes	960,14	74,3%	73,5%	14,6%	10,0%	2,0%	10,3%	9,9%	3,6%	960,14
Total	9916,68	73,5%	76,3%	14,9%	7,1%	2,8%	10,0%	10,0%	3,8%	9916,68

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE

7. Les financements

Tableau 45 : Répartition des financements par type d'activité (en millions d'euros)

	2008		2009	
Activité principale	409,3	85,6%	421,4	85,9%
Activité spécifique	58,3	12,2%	59,1	12,1%
Fonds gérés	10,6	2,2%	10,3	2,1%
Total	478,2	100%	490,8	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2008 et 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 46 : Répartition des financeurs pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés (en %)

	2008	2009
Etat	39,4	38,3
Régions	18,7	18,8
Départements	5,5	5,2
Communes et EPCI	22,6	23,0
FSE	7,7	7,4
Autres organismes publics et privés	6,1	7,2
Total	100	100

Source : Comptes rendus d'activité 2008 et 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 47 : Répartition des financeurs de l'activité principale (en millions d'euros)

Financier	État	FSE	Régions	Départements	Communes EPCI et AEPL	Organismes publics	Organismes privés
2009	162,9	29	75,9	18,7	100	32,9*	1,9
2008	161,9	28,7	74,1	19,3	97,1	26,5	1,7
Evolution 2008-2009	0,6%	0,9%	2,4%	-2,9%	3,0%	24,1%	13,5%
Evolution 2007-2008	0,9%	-5,3%	3,1%	0,5%	4,1%	-1,5%	-10,5%

Source : Comptes rendus d'activité 2008 et 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

* Dont 22,1 millions d'euros de Pôle emploi au titre la cotraitance (voir tableau 28)

Tableau 48 : Répartition des financeurs en activité principale (en %)

	2008	2009
Etat	39,6	38,7
Régions	18,1	18
Départements	4,7	4,4
Communes et EPCI	23,6	23,7
FSE	7	6,9
Autres organismes publics et privés	7	8,3
Total	100	100

Source : Comptes rendus d'activité 2008 et 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 49 : Répartition des financeurs en activité spécifique (en %)

	2008	2009
Etat	38,3	35,9
Régions	23,1	24,6
Départements	10,6	10,6
Communes et EPCI	15,7	17,9
FSE	12,3	11,1
Total	100	100

Source : Comptes rendus d'activité 2008 et 2009 des missions locales et PAIO – ICARE.

Les modalités de financement du réseau des missions locales par l'Etat en 2009

La circulaire DGEFP n° 2007-26 du 12 octobre 2007 intègre le nouveau cadre prévu par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et permet de substituer aux multiples conventions annuelles entre l'Etat et les missions locales, une seule convention pluriannuelle fondée sur la définition commune d'objectifs et de résultats à atteindre au regard d'un diagnostic partagé des besoins du territoire.

A partir de 2008, le financement de l'Etat prend en compte l'ensemble de l'offre de service de la mission locale, aux côtés des autres financeurs publics, notamment des collectivités territoriales, dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique en faveur des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et sociale.

L'offre de service de la mission locale est définie selon 5 axes : Repérage, accueil, information, orientation ; Accompagnement des parcours d'insertion ; Développement d'actions pour favoriser l'accès à l'emploi ; Expertise et observation active du territoire ; Ingénierie de projet et animation locale.

Tableau 50 : répartition du financement de l'activité principale par type de financeurs publics

Région	Financement activité principale	Subventions Etat	% FAP	Subventions organismes publics	% FAP	Subventions collectivités territoriales	% FAP	Subventions organismes privés	% FAP	FSE	% FAP
Alsace	10 296 002	3 766 837	36,6%	794 034	7,7%	4 532 720	44,0%	34 213	0,3%	1 168 198	11,3%
Aquitaine	21 203 698	7 526 899	35,5%	1 731 120	8,2%	10 289 769	48,5%	24 863	0,1%	1 632 648	7,7%
Auvergne	9 342 117	3 445 627	36,9%	845 625	9,1%	3 950 532	42,3%	43 369	0,5%	1 056 964	11,3%
Basse-Normandie	9 817 164	4 024 909	41,0%	746 591	7,6%	3 596 350	36,6%	9 000	0,1%	1 440 314	14,7%
Bourgogne	10 799 308	4 325 603	40,1%	1 189 399	11,0%	3 771 464	34,9%	435 720	4,0%	1 166 603	10,8%
Bretagne	17 464 195	6 051 816	34,7%	1 360 528	7,8%	8 081 196	46,3%	17 051	0,1%	1 953 604	11,2%
Centre	13 153 027	6 015 854	45,7%	857 760	6,5%	5 442 324	41,4%	4 800	0,0%	832 289	6,3%
Champagne-Ardenne	9 379 730	4 015 046	42,8%	828 726	8,8%	3 944 647	42,1%	20 285	0,2%	571 026	6,1%
Corse	1 695 956	774 439	45,7%	172 257	10,2%	749 260	44,2%	-	0,0%	-	0,0%
Franche-Comté	6 801 936	2 749 976	40,4%	449 137	6,6%	2 985 733	43,9%	13 106	0,2%	603 984	8,9%
Guadeloupe	2 617 289	1 214 606	46,4%	241 114	9,2%	784 852	30,0%	-	0,0%	376 717	14,4%
Guyane	2 291 071	782 000	34,1%	70 500	3,1%	273 591	11,9%	-	0,0%	1 164 980	50,8%
Haute-Normandie	14 124 549	6 030 871	42,7%	1 248 854	8,8%	5 498 706	38,9%	71 098	0,5%	1 275 020	9,0%
Ile-de-France	70 646 952	23 396 598	33,1%	4 203 502	6,0%	40 366 507	57,1%	129 782	0,2%	2 550 563	3,6%
La Réunion	8 522 670	4 838 003	56,8%	1 197 546	14,1%	2 487 121	29,2%	-	0,0%	-	0,0%
Languedoc-Roussillon	15 793 332	6 539 807	41,4%	1 080 345	6,8%	6 500 016	41,2%	26 051	0,2%	1 647 113	10,4%
Limousin	4 704 476	1 701 956	36,2%	229 119	4,9%	2 240 772	47,6%	44 921	1,0%	487 708	10,4%
Lorraine	13 275 641	6 190 373	46,6%	1 363 373	10,3%	4 895 657	36,9%	14 587	0,1%	817 272	6,2%
Martinique	3 357 106	1 692 489	50,4%	185 760	5,5%	1 474 897	43,9%	3 960	0,1%	-	0,0%
Midi-Pyrénées	15 826 402	6 203 837	39,2%	1 027 827	6,5%	6 077 526	38,4%	33 910	0,2%	2 488 894	15,7%
Nord-Pas-de-Calais	38 454 207	16 154 410	42,0%	3 178 403	8,3%	16 326 860	42,5%	553 150	1,4%	2 313 052	6,0%
Pays de la Loire	19 499 126	8 802 722	45,1%	1 369 676	7,0%	8 272 751	42,4%	197 939	1,0%	927 481	4,8%
Picardie	15 587 987	6 955 515	44,6%	1 230 968	7,9%	7 375 127	47,3%	21 282	0,1%	11 468	0,1%
Poitou-Charentes	11 421 533	4 342 737	38,0%	933 998	8,2%	4 893 074	42,8%	27 143	0,2%	1 282 274	11,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	32 749 785	12 049 254	36,8%	2 756 756	8,4%	17 344 673	53,0%	152 245	0,5%	477 457	1,5%
Rhône-Alpes	42 528 271	13 352 453	31,4%	2 791 484	6,6%	23 613 521	55,5%	51 230	0,1%	2 721 783	6,4%
Total	421 353 530	162 944 637	38,7%	32 084 402	7,6%	195 769 646	46,5%	1 929 705	0,5%	28 967 412	6,9%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 51 : Financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés

Région	Subventions totales	Subventions activité principale (dont contributions en nature)	% sur sub. Totales	Subventions activités spécifiques	% sur sub. Totales	Fonds gérés	% sur sub. Totales
Alsace	13 707 426	10 296 002	75,1%	2 855 855	20,8%	555 569	4,1%
Aquitaine	23 515 840	21 203 698	90,2%	1 827 580	7,8%	484 562	2,1%
Auvergne	11 270 668	9 342 117	82,9%	1 618 879	14,4%	309 672	2,7%
Basse-Normandie	10 758 936	9 817 164	91,2%	869 567	8,1%	72 205	0,7%
Bourgogne	12 848 288	10 799 308	84,1%	1 918 409	14,9%	130 571	1,0%
Bretagne	20 017 074	17 464 195	87,2%	1 472 183	7,4%	1 080 696	5,4%
Centre	14 754 006	13 153 027	89,1%	1 440 347	9,8%	160 632	1,1%
Champagne-Ardenne	10 492 531	9 379 730	89,4%	909 127	8,7%	203 674	1,9%
Corse	1 904 549	1 695 956	89,0%	125 976	6,6%	82 617	4,3%
Franche-Comté	7 255 445	6 801 936	93,7%	353 386	4,9%	100 123	1,4%
Guadeloupe	3 277 289	2 617 289	79,9%	490 000	15,0%	170 000	5,2%
Guyane	2 487 004	2 291 071	92,1%	150 933	6,1%	45 000	1,8%
Haute-Normandie	16 854 782	14 124 549	83,8%	2 031 684	12,1%	698 549	4,1%
Ile-de-France	84 068 433	70 646 952	84,0%	12 032 068	14,3%	1 389 413	1,7%
La Réunion	12 337 529	8 522 670	69,1%	3 581 910	29,0%	232 949	1,9%
Languedoc-Roussillon	18 491 371	15 793 332	85,4%	2 430 636	13,1%	267 403	1,4%
Limousin	5 333 777	4 704 476	88,2%	627 619	11,8%	1 682	0,0%
Lorraine	15 895 080	13 275 641	83,5%	2 324 716	14,6%	294 723	1,9%
Martinique	3 402 777	3 357 106	98,7%	31 395	0,9%	14 276	0,4%
Midi-Pyrénées	17 837 813	15 826 402	88,7%	1 628 803	9,1%	382 608	2,1%
Nord-Pas-de-Calais	44 989 628	38 454 207	85,5%	5 805 912	12,9%	729 509	1,6%
Pays de la Loire	22 129 916	19 499 126	88,1%	1 610 662	7,3%	1 020 128	4,6%
Picardie	18 118 177	15 587 987	86,0%	2 370 836	13,1%	159 354	0,9%
Poitou-Charentes	12 236 210	11 421 533	93,3%	786 155	6,4%	28 522	0,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38 265 057	32 749 785	85,6%	4 499 300	11,8%	1 015 972	2,7%
Rhône-Alpes	48 509 263	42 528 271	87,7%	5 350 278	11,0%	630 714	1,3%
Total	490 758 869	421 353 530	85,9%	59 144 216	12,1%	10 261 123	2,1%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 52 : Financement de l'activité principale par type de collectivité territoriale

Région	Financement activité principale	Régions		Départements		Communes		EPCI		Autres établissements		Total collectivités territoriales	
		Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subventions totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP
Alsace	10 296 002	1 862 560	18,1%	159 633	1,6%	808 881	7,9%	1 701 646	16,5%	-	0,0%	4 532 720	44,0%
Aquitaine	21 203 698	3 680 835	17,4%	1 724 926	8,1%	3 759 907	17,7%	1 108 589	5,2%	15 512	0,1%	10 289 769	48,5%
Auvergne	9 342 117	1 097 898	11,8%	738 200	7,9%	1 571 288	16,8%	543 146	5,8%	-	0,0%	3 950 532	42,3%
Basse-Normandie	9 817 164	1 873 640	19,1%	274 395	2,8%	489 984	5,0%	890 188	9,1%	68 143	0,7%	3 596 350	36,6%
Bourgogne	10 799 308	2 039 458	18,9%	244 540	2,3%	815 473	7,6%	582 512	5,4%	89 481	0,8%	3 771 464	34,9%
Bretagne	17 464 195	2 495 715	14,3%	1 368 268	7,8%	1 723 295	9,9%	2 493 918	14,3%	-	0,0%	8 081 196	46,3%
Centre	13 153 027	2 842 303	21,6%	116 480	0,9%	1 821 082	13,8%	648 459	4,9%	14 000	0,1%	5 442 324	41,4%
Champagne-Ardenne	9 379 730	1 859 599	19,8%	73 000	0,8%	1 310 562	14,0%	581 486	6,2%	120 000	1,3%	3 944 647	42,1%
Corse	1 695 956	279 674	16,5%	132 211	7,8%	317 220	18,7%	20 155	1,2%	-	0,0%	749 260	44,2%
Franche-Comté	6 801 936	1 616 630	23,8%	235 875	3,5%	424 154	6,2%	648 423	9,5%	60 651	0,9%	2 985 733	43,9%
Guadeloupe	2 617 289	363 882	13,9%	180 000	6,9%	80 970	3,1%	-	0,0%	160 000	6,1%	784 852	30,0%
Guyane	2 291 071	231 072	10,1%	-	0,0%	42 519	1,9%	-	0,0%	-	0,0%	273 591	11,9%
Haute-Normandie	14 124 549	3 065 565	21,7%	370 726	2,6%	1 699 125	12,0%	363 290	2,6%	-	0,0%	5 498 706	38,9%
Ile-de-France	70 646 952	13 716 078	19,4%	4 060 679	5,7%	15 400 870	21,8%	7 111 276	10,1%	77 604	0,1%	40 366 507	57,1%
La Réunion	8 522 670	669 188	7,9%	430 000	5,0%	1 387 933	16,3%	-	0,0%	-	0,0%	2 487 121	29,2%
Languedoc-Roussillon	15 793 332	1 493 353	9,5%	987 829	6,3%	2 201 751	13,9%	1 682 901	10,7%	134 182	0,8%	6 500 016	41,2%
Limousin	4 704 476	1 166 950	24,8%	392 971	8,4%	401 456	8,5%	212 590	4,5%	66 805	1,4%	2 240 772	47,6%
Lorraine	13 275 641	1 437 278	10,8%	48 900	0,4%	2 620 929	19,7%	764 458	5,8%	24 092	0,2%	4 895 657	36,9%
Martinique	3 357 106	274 457	8,2%	-	0,0%	563 609	16,8%	636 831	19,0%	-	0,0%	1 474 897	43,9%
Midi-Pyrénées	15 826 402	1 964 090	12,4%	2 570 481	16,2%	1 273 808	8,0%	263 555	1,7%	5 592	0,0%	6 077 526	38,4%
Nord-Pas-de-Calais	38 454 207	4 805 687	12,5%	1 333 803	3,5%	6 479 537	16,9%	3 609 046	9,4%	98 787	0,3%	16 326 860	42,5%
Pays de la Loire	19 499 126	3 071 627	15,8%	78 434	0,4%	1 834 952	9,4%	3 216 295	16,5%	71 443	0,4%	8 272 751	42,4%
Picardie	15 587 987	4 568 095	29,3%	160 787	1,0%	2 006 292	12,9%	628 673	4,0%	11 280	0,1%	7 375 127	47,3%
Poitou-Charentes	11 421 533	2 141 804	18,8%	295 246	2,6%	892 435	7,8%	1 505 896	13,2%	57 693	0,5%	4 893 074	42,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	32 749 785	6 249 724	19,1%	816 904	2,5%	6 430 498	19,6%	3 816 947	11,7%	30 600	0,1%	17 344 673	53,0%
Rhône-Alpes	42 528 271	11 016 706	25,9%	1 937 206	4,6%	8 176 964	19,2%	2 453 145	5,8%	29 500	0,1%	23 613 521	55,5%
Total	421 353 530	75 883 868	18,0%	18 731 494	4,4%	64 535 494	15,3%	35 483 425	8,4%	1 135 365	0,3%	195 769 646	46,5%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 53 : Activités principales et spécifiques, répartition par financeurs publics

Région	ETAT			FSE			Région			Département			Autres collectivités ou EPCI			Organismes publics		Organismes privés	
	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	%	FAP	%
Alsace	3 766 837	1 219 299	36,4%	1 168 198	442 883	11,8%	1 862 560	774 688	19,2%	159 633	376 250	3,9%	2 510 527	42 735	18,6%	794 034	5,8%	34 213	0,2%
Aquitaine	7 526 899	672 161	34,9%	1 632 648	264 372	8,1%	3 680 835	280 700	16,8%	1 724 926	199 217	8,2%	4 868 496	411 130	22,5%	1 745 031	7,4%	24 863	0,1%
Auvergne	3 445 627	535 196	35,3%	1 056 964	9 936	9,5%	1 097 898	593 789	15,0%	738 200	282 944	9,1%	2 114 434	197 014	20,5%	845 625	7,5%	43 369	0,4%
Basse-Normandie	4 024 909	609 510	43,1%	1 440 314	60 634	14,0%	1 873 640	59 778	18,0%	274 395	8 096	2,6%	1 380 172	131 549	14,1%	814 734	7,6%	9 000	0,1%
Bourgogne	4 325 603	901 927	40,7%	1 166 603	125 717	10,1%	2 039 458	320 704	18,4%	244 540	329 304	4,5%	1 397 985	240 757	12,8%	1 189 399	9,3%	435 720	3,4%
Bretagne	6 051 816	590 420	33,2%	1 953 604	250 327	11,0%	2 495 715	170 104	13,3%	1 368 268	211 151	7,9%	4 217 213	250 181	22,3%	1 360 528	6,8%	17 051	0,1%
Centre	6 015 854	663 168	45,3%	832 289	66 603	6,1%	2 842 303	335 027	21,5%	116 480	209 343	2,2%	2 469 541	166 206	17,9%	871 760	5,9%	4 800	0,0%
Champagne-Ardenne	4 015 046	479 581	42,8%	571 026	-	5,4%	1 859 599	286 274	20,5%	73 000	64 130	1,3%	1 892 048	79 142	18,8%	948 726	9,0%	20 285	0,2%
Corse	774 439	59 151	43,8%	-	39 673	2,1%	279 674	15 152	15,5%	132 211	-	6,9%	337 375	12 000	18,3%	172 257	9,0%	-	0,0%
Franche-Comté	2 749 976	135 532	39,8%	603 984	-	8,3%	1 616 630	145 775	24,3%	235 875	4 465	3,3%	1 072 577	67 614	15,7%	509 788	7,0%	13 106	0,2%
Guadeloupe	1 214 606	490 000	52,0%	376 717	-	11,5%	363 882	-	11,1%	180 000	-	5,5%	80 970	-	2,5%	401 114	12,2%	-	0,0%
Guyane	782 000	125 658	36,5%	1 164 980	-	46,8%	231 072	16 225	9,9%	-	1 000	0,0%	42 519	8 050	2,0%	70 500	2,8%	-	0,0%
Haute-Normandie	6 030 871	703 215	40,0%	1 275 020	55 258	7,9%	3 065 565	543 089	21,4%	370 726	303 887	4,0%	2 062 415	426 235	14,8%	1 248 854	7,4%	71 098	0,4%
Ile-de-France	23 396 598	3 978 166	32,6%	2 550 563	1 098 085	4,3%	13 716 078	3 989 135	21,1%	4 060 679	1 317 677	6,4%	22 512 146	1 649 005	28,7%	4 281 106	5,1%	129 782	0,2%
La Réunion	4 838 003	646 641	44,5%	-	-	0,0%	669 188	1 358 602	16,4%	430 000	92 727	4,2%	1 387 933	1 483 940	23,3%	1 197 546	9,7%	-	0,0%
Languedoc-Roussillon	6 539 807	1 260 994	42,2%	1 647 113	-	8,9%	1 493 353	526 054	10,9%	987 829	411 452	7,6%	3 884 652	232 136	22,3%	1 214 527	6,6%	26 051	0,1%
Limousin	1 701 956	440 326	40,2%	487 708	73 866	10,5%	1 166 950	12 250	22,1%	392 971	25 508	7,8%	614 046	75 669	12,9%	295 924	5,5%	44 921	0,8%
Lorraine	6 190 373	619 546	42,8%	817 272	113 534	5,9%	1 437 278	1 228 968	16,8%	48 900	246 792	1,9%	3 385 387	115 876	22,0%	1 381 844	8,7%	14 587	0,1%
Martinique	1 692 489	27 395	50,5%	-	-	0,0%	274 457	-	8,1%	-	-	0,0%	1 200 440	4 000	35,4%	185 760	5,5%	3 960	0,1%
Midi-Pyrénées	6 203 837	687 581	38,6%	2 488 894	71 357	14,4%	1 964 090	2 538	11,0%	2 570 481	158 080	15,3%	1 537 363	709 247	12,6%	1 027 827	5,8%	33 910	0,2%
Nord-Pas-de-Calais	16 154 410	1 660 829	39,6%	2 313 052	1 009 086	7,4%	4 805 687	1 288 844	13,5%	1 333 803	437 490	3,9%	10 088 583	1 409 663	25,6%	3 205 522	7,1%	553 150	1,2%
Pays de la Loire	8 802 722	378 604	41,5%	927 481	259 146	5,4%	3 071 627	147 919	14,5%	78 434	149 627	1,0%	5 051 247	675 366	25,9%	1 369 676	6,2%	197 939	0,9%
Picardie	6 955 515	801 666	42,8%	11 468	839 583	4,7%	4 568 095	181 199	26,2%	160 787	317 481	2,6%	2 634 965	230 907	15,8%	1 235 875	6,8%	21 282	0,1%
Poitou-Charentes	4 342 737	437 330	39,1%	1 282 274	19 833	10,6%	2 141 804	186 507	19,0%	295 246	95 975	3,2%	2 398 331	46 510	20,0%	933 998	7,6%	27 143	0,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 049 254	979 539	34,0%	477 457	1 353 303	4,8%	6 249 724	594 406	17,9%	816 904	612 512	3,7%	10 247 445	959 540	29,3%	2 756 756	7,2%	152 245	0,4%
Rhône-Alpes	13 352 453	2 112 379	31,9%	2 721 783	414 787	6,5%	11 016 706	1 477 352	25,8%	1 937 206	385 292	4,8%	10 630 109	960 468	23,9%	2 818 784	5,8%	51 230	0,1%
Total	162 944 637	21 215 814	37,5%	28 967 412	6 567 983	7,2%	75 883 868	14 535 079	18,4%	18 731 494	6 240 400	5,1%	100 018 919	10 584 940	22,5%	32 877 495	6,7%	1 929 705	0,4%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 54 : Répartition des fonds gérés

Région	Total fonds gérés	Total conventionnements de l'année			Rémunération des frais de gestion		
		Total	FAJ	FIPJ	Total	FAJ	FIPJ
Alsace	555 569	495 569	435 970	55 309	60 000	60 000	-
Aquitaine	484 562	448 296	236 889	209 607	36 266	36 266	-
Auvergne	309 672	305 034	21 802	149 072	4 638	4 638	-
Basse-Normandie	72 205	37 751	10 285	27 126	34 454	-	-
Bourgogne	130 571	125 696	59 200	66 496	4 875	4 875	-
Bretagne	1 080 696	888 396	519 315	144 013	192 300	177 102	-
Centre	160 632	153 870	978	74 788	6 762	-	6 762
Champagne-Ardenne	203 674	197 688	1 228	172 489	5 986	-	5 622
Corse	82 617	78 167	57 097	21 070	4 450	4 450	-
Franche-Comté	100 123	84 878	-	84 878	15 245	15 245	-
Guadeloupe	170 000	170 000	170 000	-	-	-	-
Guyane	45 000	43 200	43 200	-	1 800	1 800	-
Haute-Normandie	698 549	614 099	185 258	428 841	84 450	42 930	41 520
Ile-de-France	1 389 413	1 320 045	101 190	231 549	69 368	65 455	1 912
La Réunion	232 949	127 699	96 576	28 123	105 250	105 250	-
Languedoc-Roussillon	267 403	206 628	160 500	46 128	60 775	52 564	-
Limousin	1 682	1 682	1 682	-	-	-	-
Lorraine	294 723	259 978	232 162	27 816	34 745	28 457	-
Martinique	14 276	-	-	-	14 276	14 276	-
Midi-Pyrénées	382 608	293 492	56 072	209 691	89 116	12 095	-
Nord-Pas-de-Calais	729 509	721 909	10 441	550 456	7 600	-	-
Pays de la Loire	1 020 128	767 487	65 991	2 796	252 641	123 841	-
Picardie	159 354	118 012	42 961	44 900	41 342	41 342	-
Poitou-Charentes	28 522	19 909	3 405	16 504	8 613	6 206	2 407
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 015 972	861 896	317 019	-	154 076	99 076	2 000
Rhône-Alpes	630 714	531 896	250 811	262 497	98 818	90 021	7 417
Total	10 261 123	8 873 277	3 080 032	2 854 149	1 387 846	985 889	67 640

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE.